



LES
CAHIERS
DES DROITS DE L'HOMME
REVUE MENSUELLE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
27, Rue Jean-Dolent — PARIS-XIV^e
Compte Chèques Postaux : 248-25 Paris

Directeur : Daniel MAYER
Secrétaire de Rédaction :
Blanche COUGNENC

Prix de ce numéro : 100 FRANCS
Abonnement pour 10 n°s : 700 FRANCS

DOUBLE ANNIVERSAIRE

HOMMAGE

à

ÉMILE KAHN et VICTOR BASCH
par André BOISSARIE par Jacques KAYSER

Message de Georges GOMBAULT

Présidence de Daniel MAYER

(Paris, 21 janvier 1959)

DOUBLE ANNIVERSAIRE

La Ligue des Droits de l'Homme a organisé, le mercredi 21 janvier 1959, à 20 heures 45, (Salle Brenier, 3, rue Récamier à Paris, une cérémonie à l'occasion du double anniversaire de la mort de Victor Basch et d'Emile Kahn.

Après que l'on eût entendu le Concerto pour violon de Max Bruch, M. Daniel MAYER prend la parole :

Il y a un an aujourd'hui, Emile Kahn mourait à la tâche.

Il y a eu quinze ans le 11 de ce même mois, Victor Basch et sa femme tombaient, assassinés.

La Ligue des Droits de l'Homme a voulu commémorer en une même cérémonie ses deux présidents.

Tout à l'heure, Jacques Kayser évoquera Victor Basch, et André Boissarie, Emile Kahn.

Des lectures seront faites de textes, discours ou articles des deux disparus, dont Georges Gombault, dans un message que je lirai, retrace les dissemblances et accuse les ressemblances.

Vous entendrez également la voix d'Emile Kahn.

Et la soirée se terminera par l'audition du premier mouvement de la V^e Symphonie de Beethoven, la symphonie du Destin, celle-là même qui réveillait notre espérance aux heures noires de la Patrie, puisqu'elle avait fourni son indicatif à la radio de Londres. Elle nous est d'autant plus chère qu'Emile Kahn et Victor Basch la chérissaient, et nous n'oublions pas que, en juillet 1933, pour les 70 ans de Basch, au nom des membres du Comité Central de la Ligue, Emile Kahn lui en avait, entre autres, remis un disque.

A cette occasion, Emile Kahn avait pu lui déclarer :

« Vous avez fait de votre vie deux parts : une part pour la justice, une part pour la beauté — à moins que, dans votre esprit et suivant votre cœur, la justice ne soit encore une forme de la beauté. »

A cette même manifestation, une ancienne élève de Victor Basch s'adressait à lui en ces termes :

Il arrive que l'on trouve chez un professeur, tantôt la haute conscience professionnelle, tantôt la méthode scientifique la plus rigoureuse, l'érudition la plus étendue, l'éloquence la plus enflammée, la fantaisie la plus aimable... On était saisi, dès l'abord, de trouver tout cela réuni en votre personne et votre enseignement.

Avec vous l'on passait sans effort et comme par enchantement des hauteurs les plus abstraites de la pensée, des rigueurs les plus sévères du raisonnement aux effluves les plus délicats de la poésie, de la froide objectivité de l'esprit critique aux improvisations les plus inattendues, aux élans les plus fougueux de l'âme.

C'était un miracle permanent dont nous sortions éblouis, projetés au-delà de nous-mêmes, enrichis, chaque fois, de connaissances et de pensées nouvelles, de sentiments encore inexplorés. Quand nous sortions de vos cours, les uns disaient : « Quel admirable pédagogue ! » d'autres : « Quel critique redoutable ! » ; d'autres encore : « Quel improvisateur merveilleux ! » Mais celui qui vous définissait le mieux, c'était sans nul doute celui d'entre nous qui, un jour, s'écriait : Quel magicien que ce M. Basch !

Cette élève ajoutait encore :

« La plus grande leçon que vous avez donnée à vos élèves, comme à tous les Ligueurs, c'est bien précisément le spectacle de l'harmonie profonde qui unit votre pensée à votre vie. »

« Et si l'art est avant tout harmonie, vous avez réalisé, aux yeux de tous ceux qui vous connaissent, ce qui était la grande préoccupation d'un Goethe : « Faire de sa vie une œuvre d'art. »

Cette ancienne élève s'appelaît alors M^{lle} Suzanne COLLETTE. Elle devait devenir Suzanne COLLETTE-KAHN, et je m'incline aujourd'hui devant une douleur que la cérémonie de ce soir ne peut que raviver, comme je m'incline devant tous ceux et toutes celles, descendants de Victor Basch, fille et petit-fils d'Emile Kahn, qui ont accepté de commémorer avec nous, plutôt que dans leur solitude, la mémoire de ceux qu'ils chérissent.

Quant à Victor Basch, aux propos qu'on lui tenait, à la fois ému et ironique il répliquait en se présentant lui-même :

« ... J'ai souvent fait le rêve que je me voyais enterrer, que je prenais part à la cérémonie et qu'on me demandait de prendre la parole et de faire, non plus comme j'avais fait tant de fois, l'éloge de maîtres, de collègues et d'amis chers, mais ma propre oraison funèbre, et d'être mon propre Bossuet et mon propre Bourdaloue. Laissez-moi réaliser mon rêve... »

Victor Basch a fait de bonnes études, a été un bon professeur, a écrit des ouvrages honorables. Il a vécu jusqu'en 1897 — quel âge avais-je alors? Je suis né en 1863... — a vécu jusqu'à l'âge de 34 ans dans le monde des idées comme ces plongeurs qui, munis de leur scaphandre, n'aperçoivent plus rien de ce qui vit au-dessus des flots.

Il s'était voué à la poésie et à la philosophie et, nourri de l'idéal parnassien et de l'esthétique intransigeante de Flaubert, il ne professait pour la politique que hautain mépris. Sans doute, j'avais été élevé — laissez-

moi prendre la première personne, la troisième est trop gênante — dans le culte et dans la religion de la démocratie. J'étais fermement républicain et j'avais essuyé la première bordée de sifflets de ma vie pour avoir invectivé contre le général Boulanger paradant sous les fenêtres de ma demeure rennais. Je n'étais pas sans avoir quelque curiosité de la politique étrangère à l'étude de laquelle mon père avait consacré sa vie. Mais, au fond, tout ce qui n'était pas verbe, forme, idée pure ne me passionnait pas. Je n'appartenais à aucun parti. Je n'avais jamais jusque-là — je m'en suis accusé bien des fois — parlé vraiment avec un ouvrier. Je me contentais, en fait d'activité politique, de lire tous les jours le « Temps », comme j'en continuais à le lire tous les jours tous les universitaires, et encore n'en lisais-je avec un vrai intérêt que les feuilletons dramatiques de Sarcey et musicaux de J. Weber et les articles littéraires, me défiant déjà de l'impartialité de ses informations.

Et voici que, passant à Paris en octobre 1897, j'entendis, pour la première fois, affirmer que le capitaine Dreyfus, que je ne connaissais pas et dont j'avais suivi le procès sans aucune passion, avait été condamné illégalement et injustement. Je venais, à ce moment, de soutenir mes thèses, j'avais quelques loisirs et je les consacrai à étudier l'Affaire, comme l'étudièrent, à ce moment, tant d'intellectuels, en toute objectivité scientifique. Et, au bout de mon étude, j'avais acquis la conviction qu'Alfred Dreyfus était innocent.

Il se produisit alors en moi un phénomène étrange. Moi qui, jusqu'alors, n'avais, à proprement parler, éprouvé aucun sentiment social, qui n'avais vécu que pour moi-même, pour mon enrichissement intérieur, pour ma science, pour mon enseignement, pour mes livres et pour ma famille, qui était moi encore, je me sentis transformé. A me dire que, là-bas, agonisait dans les fers, sous « la double boucle », un innocent, j'ai senti comme une brûlure qui me dévorait tout entier. Il me devenait impossible de me livrer à mes occupations habituelles. La science, la poésie, l'art, certes ! Mais l'innocent qui, dans son île maudite, se mourait dans la honte et le désespoir ! Comment vivre avec la conscience de cette monstrueuse iniquité ! N'était-ce pas en être complice que de ne pas consacrer ce que j'avais en moi d'énergie, d'intelligence, de force de propagande, au sauvetage de l'homme de la douleur ? Et n'avais-je pas le devoir de sacrifier à cette tâche tout ce qui m'était cher, ma tranquillité, celle des miens, ma situation et jusqu'à ma vie elle-même ?

Cette vie, il l'a effectivement donnée, ou plutôt on la lui a prise, afin sans doute en la supprimant ainsi, d'en mieux marquer encore l'unité.

* * *

Une vie fidèle, Emile Kahn en a eu une lui aussi, droite et limpide. J'ai sous les yeux deux documents, dont le rapprochement est émouvant. Dans le premier, paru dans le « Bulletin Officiel de la Ligue des Droits de l'Homme » de 1901, on rend compte de la première conférence d'Emile Kahn. Il avait alors 24 ans environ. Secrétaire-adjoint de la Section de la Ligue du quartier Rochechouart, il devait parler de la révocation de l'Edit de Nantes, et je lis :

Cette conférence a été écoutée par les nombreuses personnes présentes, avec la plus vive et la plus poignante émotion. L'orateur, en effet, ne s'est pas borné à nous présenter les faits historiques dans leur sécheresse de documents, il a su y ajouter un sentiment d'humanité et de fraternité pour les martyrs de cette odieuse mesure ; il a fait sentir combien de tels actes sont criminels et quels torts ils portent au pays qui les subit.

— Le compte rendu résume ensuite la conférence elle-même : la révocation de l'Edit de Nantes a été fomentée et organisée par les Jésuites ; approuvée — hélas ! — par un grand nombre de Français qui haïssaient les protestants, évidemment pour des motifs religieux, mais aussi surtout pour des questions d'argent. Comptant moins sur le ciel que sur leur travail et leurs capacités, les protestants — en majorité commerçants ou industriels — faisaient de grosses affaires. Les Jésuites surent admirablement exploiter cette situation en excitant la basse envie des catholiques moins heureux dans leurs entreprises de négoce.

Le compte rendu concluait :

« A l'unanimité, l'Assemblée a voté des remerciements et des félicitations à l'orateur. »

A l'autre bout de sa vie, à 80 ans, la dernière conférence prononcée par Emile Kahn se situe à Nîmes. Un auditeur assistant d'ailleurs pour la première fois à une réunion de la Ligue, en a fait le récit suivant :

J'ai été frappé par la puissance qui se dégageait d'Emile Kahn, et par la chaleur de sa parole. Sans nous lasser, il a énuméré les nombreuses atteintes à la liberté individuelle ou collective. Il a porté témoignage contre les responsables — civils ou militaires — qui ont laissé s'instaurer des méthodes indignes de notre pays, et qui les couvrent.

Il nous a dit que, dénoncer les responsables, c'était délivrer la vraie France des accusations qui pèsent sur elle. Il a parlé des pressions exercées sur les députés... Et il a flétri les atrocités.

Sur une question posée par l'un de nous, il a parlé de l'affaire Audin, et raconté la séance de la Sorbonne où notre malheureux collègue a été honoré, en l'absence du gouvernement.

Faut-il qu'Emile Kahn ait eu la passion de la liberté pour la défendre en parcourant la France : alertant les démocrates, indifférent à la fatigue et à la souffrance : puisque nous l'avons perdu peu après. Il est mort en service, en mission.

Et cet auditeur concluait :

J'ai compris la puissance de l'idéal d'Emile Kahn : à la fois réclamer la justice pour tous et partout, et défendre les libertés républicaines, et je lui adresse un respectueux merci. »

Si je veux évoquer encore ces deux hommes, je dirai que l'on peut appliquer à Victor Basch ce qu'il disait lui-même en 1927, parlant des trois premiers Présidents de la Ligue, Trarieux, de Pressensé et Buisson :

« Ils étaient de ces hommes inspirés pour lesquels l'homme n'est vraiment homme que lorsqu'il se dépasse lui-même, c'est-à-dire lorsqu'il ne permet de se manifester de son être que ce qui est vraiment humain. Et leur religion est la plus haute de toutes, puisque toutes s'y ramènent : la religion de l'humanité. »

Quant à Emile Kahn, j'ai sous les yeux une lettre écrite par lui à sa femme, en 1943. Il lui demande en ces termes de continuer son œuvre :

Remplace-moi... Je le dois et tu le peux. Tu y seras qualifiée par les dons de ton esprit et de ton cœur... par ton amour du bien public... et aussi, je l'ajoute avec fierté, par le nom que je t'ai donné et que n'ont jamais taché ni défaillance, ni abdication, ni compromission.

Je compte sur toi...

Mais cette sorte de testament (je répète que c'était en 1943), il en précisait la portée dans les lignes qui précédaient :

...Je n'appréhende pas la mort. Si je regrettais de mourir en ces jours, ce ne pourrait être par attachement avide à une existence que les événements et les hommes ont rendue pesante à porter. Mais je ne renoncerais pas sans amertume à voir la revanche — dont je ne doute pas — de la liberté, du droit, et de l'idéal moral...

...Et maintenant, laisse-moi t'adresser une prière. Je sais quel sera ton chagrin... Mais ce chagrin, je t'adjure de le surmonter. Vis, pour obéir à mon désir suprême. J'ai besoin, en mourant, d'être assuré que tu vivras... Vis, pour attester, comme toi seule pourras le faire, que je n'ai jamais fléchi, ni cédé. Vis, pour accomplir la tâche que je m'étais assignée. Il y aura, à l'issue de ce cauchemar, une immense besogne indispensable : rétablir la vérité bafouée, organiser la liberté reconquise, restaurer la morale : toute une œuvre de réparation, toute une œuvre de construction. J'aurais voulu en être, à quelque rang que ce fût, l'un des ouvriers.

Message de Georges Gombault

Je dois vous lire maintenant le message de **Georges GOMBAULT**, vice-Président de la Ligue, qui ne peut sortir le soir, et qui m'a adressé le texte que voici :

Victor Basch, Emile Kahn, qu'ils étaient différents et comme ils se ressemblaient, ces deux universitaires qui se sont voués à la défense et à la promotion de l'homme.

Linguiste, esthéticien, philosophe, Victor Basch vivait dans la familiarité des grands esprits, des grands artistes, des héros de tous les temps ; il aimait les vastes synthèses qui nous proposent des explications provisoires de l'univers connu. Historien, de pensée hardie et de goût sûr, Emile Kahn se livrait à l'analyse minutieuse des faits, allant à la découverte de leur enchaînement. Orateurs tous deux, l'un frappait le sol comme pour prendre son élan vers les cimes et son éloquence inspirée était illuminée des éclairs du génie ; l'autre, de son poing, martelait la tribune afin de rendre l'auditoire attentif à l'essentiel et son génie était une longue patience. Basch entraînait, Kahn persuadait.

Sous cette diversité des esprits et des tempéraments, apparaissait une unité profonde. Rationalistes sans les réticences de trop subtils docteurs, haïssant de la même haine farouche le mensonge et l'iniquité, cherchant la vérité à tout prix et la proclamant à tous risques, voulant toujours et partout la justice, jalousement indépendante de tous les pouvoirs, vivant pour ainsi dire hors du siècle qui apporte les honneurs et le profit, ces deux prêtres de l'Absolu étaient bien d'accord pour estimer que ces règles, ces sentiments, ces vertus donnent seuls leur sens et leur prix à l'existence.

De telles conceptions devaient les conduire à mieux apprécier le rôle de l'individu. Ils ne croyaient pas à la fatalité qui, par les mystérieuses décisions de je ne sais quelle Providence ou par le jeu inexorable des institutions, assigne à chacun sa place. Ils étaient convaincus que l'action quotidienne, menée au sein d'associations ou de partis, peut réaliser la société idéale qu'ont conçue, depuis la Grèce, les penseurs les plus généreux. Leur socialisme partait de l'individu et aboutissait à l'individu. Leur pacifisme était de même origine et avait la même fin.

Un événement devait illustrer ces vues théoriques : l'affaire Dreyfus dont ils furent les témoins et à leur rang d'étudiant en Sorbonne et de jeune maître de conférences à Rennes, les acteurs. Ils assistèrent à ce spectacle magnifique et rare dans l'histoire : quelques hommes faisant passer, au prix d'efforts héroïques, leur certitude de l'innocence d'un condamné — d'un seul condamné — dans l'esprit de tout un peuple que les mensonges de la Raison d'État, les faux et les impostures des vrais coupables et de leurs complices, les campagnes de fanatisme antisémite avaient trompé. La conscience des intellectuels, déjà honnis par le pouvoir, avait sauvé une victime. Quelle leçon de solidarité, de civisme, de morale, et qui vaut encore aujourd'hui !

Nos amis comprirent que les privilégiés de l'intelligence et de la connaissance n'ont pas le droit de s'abstraire de la communauté humaine. Ils s'engageaient, comme aiment à dire nos contemporains. On les vit dans les salles étroites et mal éclairées des Universités populaires, suppléer aux insuffisances de l'enseignement donné au peuple. Ils s'appliquaient à compléter son trop mince bagage, à lui révéler les beautés de la nature ou des œuvres d'art qui leur donnaient à eux-mêmes tant de joie ; ils cherchaient surtout à développer l'esprit critique. La démocratie est en grand péril quand les citoyens, par défaut de jugement, cèdent aux impulsions passionnelles. Le danger que nos maîtres avaient discerné à la fin du siècle dernier et que, avec les républicains unis, ils avaient juré, ne l'avons-nous pas vu renaître, il n'y a guère ? Mais cette fois la trahison de trop de clercs, la peur de chefs

peu dignes de leur fonction et l'indifférence des foules, laissèrent disparaître sans résistance, non pas tel gouvernement d'un jour ou telle forme de régime, mais la République démocratique elle-même.

C'est naturellement à la Ligue des Droits de l'Homme que Victor Basch et Émile Kahn allaient se rencontrer. Je laisse à André Boissarie et à Jacques Kayser le soin de vous rappeler le rôle que militant, secrétaire général ou président, ils y jouèrent : étudiant scrupuleusement le dossier de la plus humble victime du plus petite acte d'arbitraire ; poursuivant tenacement la réparation des erreurs judiciaires ; luttant pour l'émancipation des peuples opprimés ; dénonçant les méfaits de l'odieux racisme et du chauvinisme fauteur de guerres ; travaillant à l'entente entre les nations pour sauver la paix ; participant, quand ils n'en prenaient pas la direction comme au temps du Front Populaire, aux rudes batailles de la défense républicaine, aux croisades pour la liberté. Ils aimaient, à l'image du vieux Caton, les causes vaincues. Ils auraient accablé d'un rire méprisant qui eût osé leur reprocher de ne pas suivre la mode politique de la saison ou les courants de l'artifice et du mensonge triomphant. A dire vrai, ils étaient faits, l'un et l'autre, pour la Ligue et la Ligue semblait faite pour leur fournir l'occasion de donner la mesure de la sincérité de leur foi de laïcs, de leur abnégation, de leur courage, de leur obstination qui allèrent, suivant le vœu de Pascal, jusqu'au sacrifice suprême.

Ah ! qu'elle est belle notre Ligue, qu'il est noble notre idéal, qui suscitent le dévouement total d'êtres qui, par leur intelligence profonde ou fulgurante, leur immense savoir, leur sensibilité frémissante, sont l'expression achevée de l'humanisme, d'êtres de caractère aussi droit, d'âme aussi pure que Victor Basch et Émile Kahn !

Je donne maintenant la parole à Jacques KAYSER, membre du Comité Central de la Ligue, qui va vous parler de Victor Basch.

Jacques Kayser

Pour évoquer la grande figure de Victor Basch, j'ai relu beaucoup de ses écrits et beaucoup de nobles pages qui lui ont été consacrées ; j'ai aussi tenté de réanimer vingt années de souvenirs chargés de sa présence. Jamais je n'ai tant regretté que ce soir de n'être pas poète. Car la vie de Victor Basch, ce n'est ni l'historien, ni le professeur, ni le politique qui saurait la retracer telle qu'elle fut ; seul le poète trouverait des accents assez purs et assez enflammés pour la situer, sans la trahir, dans sa tempétueuse sensibilité, pour décrire sa montée obstinée à travers les conflits et les vicissitudes vers un martyre accepté, l'aboutissement d'une lutte, infiniment variée dans son unité, menée longtemps avec enthousiasme, jamais avec résignation.

Pendant plus de quarante années, il a intensément partagé la douloureuse existence des hommes, militant par la plume, par la parole et, mieux encore, par la participation physique, au premier rang des combats.

Il a beaucoup écrit, beaucoup parlé. Combien parmi nous, ici, l'entendent encore ! Un des thèmes sur lesquels il improvisait de surprenantes variations touchait aux relations de la pensée et de l'action. Il les comparait volontiers à l'éclair et au tonnerre. Contrastes et alliances où se plaisait ce romantique pétri de raison, exalté jusqu'aux approches de la démesure. Pour moi, ils évoquent le contraste et l'alliance de son écriture nette, régulière, microscopique et de ses tirades enflammées où, par la vibration prolongée de chaque syllabe, les mots du langage courant prenaient un saisissant relief.

Le chemin de Victor Basch est une ligne droite. Mais sans la monotonie des projets calculés, sans la rigidité des parcours tracés à l'avance. Car il suit les impulsions du cœur et les vibrations d'un tempérament passionné. Sa vie publique, à travers l'époque des orages, a débuté avec l'affaire Dreyfus, cette épreuve surgie à la fin de l'ère des individualismes où l'homme triomphe ; elle se prolongea et s'acheva — hélas ! — dans ces affaires Dreyfus à l'échelle des masses qui précipitèrent l'effondrement des civilisations. Mais toujours le chemin de Victor Basch demeura une ligne droite. Qu'on en juge !

« J'avais décidé de partir ce soir lorsqu'on m'a prévenu que j'allais être honoré d'une manifestation nationaliste... Dans ces conditions, je retarde mon départ de douze heures. »

Quand écrit-il ces phrases d'une simplicité qui reflète pour lui l'évidence ? Pendant sa grande croisade pour la paix, avant Hitler, lorsque les traîtres du surlendemain le huaient parce qu'il parlait à la même tribune que von Gerlach ? Non, ces lignes ont été écrites de Rennes, le 9 juin 1899, à la veille de l'ouverture du second procès Dreyfus.

« Nous réunirons, pour un banquet républicain, en un seul faisceau, les socialistes, les républicains modérés, les étudiants républicains et les membres de la Ligue des Droits de l'Homme... »

Parle-t-il ainsi après le 6 février, dans les débuts du Rassemblement Populaire ? Non ! C'est toujours en 1899 et à Rennes où il se trouve comme professeur à la Faculté des Lettres, alors qu'il cherche à éveiller l'esprit civique de la ville, vers laquelle pendant quelques semaines le monde aura les yeux tournés.

J'ai feuilleté ces jours-ci la correspondance encore inédite qu'il adressa à cette époque à Joseph Reinach. Déjà, on le découvre tel qu'on l'a aimé et admiré. Il fustige les partisans de la prudence :

« Il faut aller hardiment de l'avant et prendre l'offensive. La seule façon de démontrer l'innocence de Dreyfus est de démontrer la culpabilité de ses accusateurs. Il me paraît dément de vouloir amadouer la bande de malfaiteurs que nous voyons défilé devant nous. Il faut, au contraire, foncer ! »

« Foncer ». Victor Basch, lui, a toujours pris l'offensive. Jamais il n'a demandé aux autres de se jeter dans la mêlée s'il ne s'y était déjà lui-même engagé, signant un texte qu'on jugera séditieux, prenant la tête d'un cortège qui traversera la capitale comme un défi. Lorsque, le 7 février 1934, ses collègues du Comité Central l'approuvent d'avoir engagé la Ligue dans la riposte aux émeutiers fascistes pour la défense des libertés, mais qu'ils ne veulent pas s'associer aux manifestations dans la rue, Basch, démocrate, aligne l'action collective de la Ligue sur les décisions de la majorité. Mais il réserve les droits individuels de chacun de ses membres, si bien que quelques ligueurs parmi ceux qui nous sont les plus chers se rendirent avec Basch, le 12 février 1934, au cours de Vincennes, là où commença le dernier réveil de la III^e République.

Alors, depuis huit années, Basch présidait aux destinées de la Ligue. Il justifiait, par son apostolat, les propos qu'il avait tenus au moment de son élection :

« Comme Anatole France, je crois qu'il est impossible de haïr modérément le mensonge et le parjure, qu'il est impossible d'être modérément indigné et qu'il faut garder aux vieux crimes des haines toujours neuves. » Ou bien encore : « Il est un petit nombre de citoyens dont nous sommes fiers d'être qui, éternels trouble-fête, disent aux hommes et disent aux choses qu'ils ne leur permettront pas de rester immobiles. »

Il dénonçait la modération comme l'immobilisme, surtout lorsqu'il la rencontrait chez des amis proches, les camarades des luttes passées qui, devenus des hommes d'État aux postes de commandement, se courbaient sous la nécessité des réalités politiques auxquelles Basch, lui, se refuse et parvient à soustraire la Ligue.

Qu'il soit destiné à un gouvernement d'amis ou à un gouvernement d'adversaires, son langage est le même et ses revendications ne sont pas modifiées. Sa doctrine est indépendante des circonstances, qu'il s'agisse des institutions, de la construction mondiale, du colonialisme, qu'il s'agisse de la lutte contre les puissances d'argent ou de la défense de la laïcité dont il a dit qu'elle était « principe de raison, principe de tolérance, principe de pensée libre, principe de démocratie » et qu'elle opposait « le mouvement de la pensée libre vers la conquête des vérités nouvelles à la foi aveugle en une vérité révélée ».

Mais, vues avec le recul du temps après tant de tragédies, toutes ces batailles sont éclipsées par celles auxquelles il participa, qu'il dirigea contre le fascisme et l'hitlérisme.

Jamais plus cruelle ne fut son angoisse que pendant le drame de l'Espagne. Dès le premier jour il identifia la cause de l'Espagne républicaine et celle de la France, de la démocratie, de la paix ; tolérer sa défaite, c'était assurer le triomphe de tout ce que nous haïssons. Jamais il n'hésita et pourtant il étudia tous les arguments de fait auxquels avaient cédé ses amis, — nos amis — du gouvernement. Il eut le scrupule de les peser longuement, la lucidité et la fermeté de n'y pas souscrire. Ses interventions pathétiques du Congrès de Tours, en juillet 1937, le montrent. Peu après avoir déclaré : « Nous nous sommes résignés à cette politique de non-intervention qui est contraire à la loi internationale, qui jure avec tout ce qui est en nous, amour de la justice, amour de la démocratie, attachement à une jeune démocratie sœur de la nôtre », il hurla devant le Congrès qui l'acclamait :

« Tous debout pour la liberté de l'Espagne, défendant la liberté du monde, défendant l'indépendance des démocraties et avant tout de la démocratie française. Vive la liberté, vive l'héroïque Espagne républicaine ! » Cri du Ligueur qui, par-dessus les gouvernements, reste inconditionnellement attaché aux principes pour la défense desquels la Ligue a été créée.

Ce qui ne signifie pas que, pour Basch, la Ligue, demeurant au premier rang de la bataille des idées, dût s'abstraire de la mêlée quotidienne. Avec une ironie cinglante, il répliqua à la poignée de contradicteurs qui trouvaient que la Ligue s'était trop engagée dans le Rassemblement Populaire et demandaient qu'elle s'abstint de toute action politique. Par lui, la Ligue, étrangère aux campagnes électorales et aux combinaisons des partis, était l'animatrice ; elle était aussi la boussole qui invariablement indique la direction du pôle démocratique.

Si le Rassemblement Populaire a été créé, s'il ne s'est pas disloqué au cours des premières années de son existence, je porte ici témoignage que c'est à Victor Basch qu'on le doit. C'est lui qui, avec Paul Rivet a arraché les adhésions résignées d'illustres réticents, adhésions qui permirent le merveilleux triomphe du 14 juillet 1935 ; c'est lui, Emile Kahn à ses côtés, qui, avec une patience qu'on n'aurait pas soupçonnée chez lui — mais l'enjeu était tel qu'il faisait violence à ses impulsions — calma les irritations, entreprenait de délicates négociations, rapprochait les points de vue et aussi les hommes et parvenait à maintenir pendant plus de deux années ce qui fut, au-delà d'un rassemblement occasionnel, une communion du peuple français dans un même espoir pour un même idéal.

Victor Basch, à la tête de Ligue française et de la Ligue internationale, et par elles, avec elles, a dirigé la bataille des démocraties contre toutes les dictatures. Quelle bataille et sur combien de fronts ! A l'occasion des procès et des exécutions de Moscou, il constatait jetant les yeux sur le monde entier et sur des siècles d'histoire :

« C'est la malédiction de l'effort humain que, pour obtenir un peu plus de justice, nous soyons obligés de suivre un chemin semé d'injustices. Il semblerait que la justice ne pût s'enfanter que dans le sang, non seulement des coupables, mais de milliers et de milliers d'innocents. »

Comme la liberté et comme la justice, la paix, Victor Basch l'a toujours voulue. Avec l'arrivée au pouvoir d'Hitler, il a compris qu'elle était compromise et qu'elle serait perdue si les démocraties ne s'unissaient pas pour extirper du monde le fléau dont il savait qu'il causerait sa perte. Il le proclame dès le mois de mars 1933. Il le répète avec une obstination qui a pu lasser mais dont on n'a pas été long à reconnaître la justesse, une justesse — hélas ! — dépourvue d'efficacité. Je pourrais multiplier, les citations en relisant avec vous la collection des « Cahiers » ou les comptes rendus des Congrès.

« Non ! éclate-t-il, non ! jamais la Ligue ne cessera de proclamer son horreur pour l'infamie du régime hitlérien... Jamais, vous entendez, la Ligue à moins de se renoncer à elle-même, à moins de trahir son haut idéal, à moins de se déshonorer, n'abandonnera sa lutte désespérée contre les crimes du fascisme et du racisme. »

Jamais, ni la Ligue ni Basch n'abandonnèrent cette lutte. C'est grâce à elle, grâce à lui, grâce à Emile Kahn, que la démocratie française peut ne pas complètement détourner les yeux lorsque aujourd'hui les victimes, les descendants des victimes de Mussolini, d'Hitler, de Franco et d'autres dictateurs évoquent les sombres journées et les nuits atroces où leurs pères, leurs frères, eux-mêmes doutaient à la fois de la France et des Français. Mais ils n'ont pas douté de Basch et c'est pourquoi ils n'ont pas désespéré de nous.

J'ai connu Victor Basch à la fin de la première guerre mondiale. Étudiant à la Sorbonne, j'étais allé avec de nombreux camarades, à l'amphithéâtre Descartes acclamer la professeur qui, inaugurant un cours sur Ibsen, avait été menacé par l'Action Française et averti qu'il ne parlerait pas. Ce fut le coup de poing... Nous n'étions sans doute pas les plus forts. Mais nous vainquimes ; les pouvoirs publics d'alors savaient faire respecter l'ordre républicain. Et nombreux, ce jour-là, furent les étudiants que la découverte d'Ibsen intéressa et que transporta la découverte qu'ils firent de Victor Basch, alliage stupéfiant d'une nervosité frissonnante et d'un calme souverain, orateur magistral.

C'est dans *Catilina*, la première œuvre d'Ibsen, que je trouve ces quatre vers qu'en souvenir de ce cours je dédis à Victor Basch :

« Un homme qu'enflamme la cause de la liberté,
Un ennemi de l'inique despotisme,
Un ami des opprimés et des faibles,
Plein d'ardeur et de courage pour écraser les puissants. »

Nous étions en novembre 1918 ou au début de 1919. Tout semblait, malgré les deuils, sourire à la France victorieuse, à la démocratie plébiscitée, à la jeune génération...

Plus de vingt ans ont passé... J'ai devant moi un pauvre numéro de nos « Cahiers ». Il porte 4^e année n° 1. Il est composé de huit pages, tiré à 50.000 exemplaires. Sa date ? Février 1940. Et Basch s'adresse aux Ligueurs : « Ce pays est frappé de la plus terrible des catastrophes. Cette catastrophe nous l'avons vue venir depuis de longues années, depuis, plus précisément, l'avènement en 1933 de Hitler. » Basch rappelle ce qu'en temps utile la Ligue a proposé. « Nous n'avons pas été entendus. » Maintenant c'est la guerre. « Nous sommes prêts, poursuit-il, à nous plier à la discipline nationale et à subir les restrictions matérielles et morales qu'exige la grande lutte. Mais seulement celles qu'elle exige impérieusement et non celles qu'on y ajoute illégitimement. » Et il affirme, en conclusion, que la Ligue demeurera la « gardienne du droit, le bouclier de la démocratie »

Pendant quatre années effroyables, Basch et Madame Basch prouvèrent, par la dignité de leur résistance, avec quelques amis au premier rang desquels il convient de citer Emile Kahn et Suzanne Collette-Kahn, qu'ils étaient pour le compte de la Ligue, gardiens du droit, boucliers de la démocratie... Ils le demeurent, puisque leur souvenir n'est que le prolongement de leur vie et de leur sacrifice, après le plus abominable des assassinats.

Lorsqu'en 1939, la Ligue procéda au renouvellement de son Bureau, conformément à l'usage les candidats rédigeaient pour les « Cahiers » leur notice individuelle de présentation. Le hasard de l'ordre alphabétique a fait que Basch, président de la Ligue fut, sur la liste, le premier des candidats sortants. Que porte sa notice individuelle ? « Professeur honoraire à la Sorbonne, Président de la Ligue, membre sortant. Ligueur, rien que ligueur, depuis toujours et pour toujours. »

Ligueur, authentifié par sa vie, ligueur consacré par sa mort...et pour toujours !

*
* *

Le Président.

Nous sommes les hôtes de la Ligue de l'Enseignement, et je veux la remercier d'avoir bien voulu nous permettre — comme d'autres fois — de nous réunir en ce lieu. Je veux remercier également M. Elie Ferrier, délégué national de l'Union Française des Œuvres laïques d'Education artistique, qui s'est spontanément proposé pour lire lui-même les textes que vous allez entendre.

M^{me} Pierre Paul-Lévy, fille de celui que nous continuons à appeler le capitaine Dreyfus, est parmi nous. Elle ne m'en voudra pas si nous entendons maintenant le texte par lequel, en 1929, au Congrès de Rennes, Victor Basch évoquait la fresque de l'affaire Dreyfus.

~~~~~

*Vous lisez les Cahiers, faites-les lire autour de vous*

~~~~~

La fresque de l'affaire Dreyfus

Le Lecteur.

Je me contenterai de me demander comment il se fait que l'affaire Dreyfus ait ébranlé si profondément les âmes, que beaucoup d'hommes qui l'ont vécue ont affirmé qu'elle avait tenu dans leur vie une place plus grande que la guerre elle-même.

Comment expliquer que, pendant des années, des hommes et non seulement des Français, mais des hommes de tous les pays, ont vécu dans une sorte de fièvre ?

Comment comprendre que, pendant des années, nous ayons tous les matins ouvert les yeux en nous disant : où en est l'Affaire ?

Comment cela s'explique-t-il, puisque, après tout, Dreyfus n'était qu'un malheureux comme tant d'autres et que, quelque criante qu'eût été l'injustice dont il avait été victime, il y avait, en dehors de lui, des milliers et des milliers d'autres victimes de l'iniquité sociale dont aucune n'avait su nous émouvoir comme la sienne.

Cela s'explique parce que le Destin, qui est le plus grand de tous les dramaturges, avait machiné Dreyfus d'une manière incomparable, et que ni Sophocle, le plus grand technicien théâtral du monde, l'auteur de cet « Œdipe-Roi » qui est la mieux construite de toutes les tragédies, ni d'Ennery, l'auteur des « Deux Orphelines », l'empereur du mélodrame, qui avait su tirer des larmes à tant de salles de spectacle, n'avaient réussi à bâtir un drame comme celui-là, n'avaient su inventer des péripéties, des retardements, des recommencements, nouer des nœuds et les dénouer, comme ceux qui, pendant des années, ont tenu en haleine tout l'univers civilisé.

Au début, une erreur tragique, un quiproquo, comme dans la tragédie grecque : la ressemblance fortuite, la presque identité entre l'écriture d'Alfred Dreyfus et celle d'Esterhazy. Et à partir de ce moment, une succession ininterrompue de péripéties, de coups et de contrecoups, et une prodigieuse « Passion » : la catastrophe s'abattant sur l'innocent en plein bonheur, le fantastique interrogatoire de Paty de Clam, l'agonie du Cherche-Midi, le martyre de la dégradation, la séparation d'avec sa femme sans l'autorisation du baiser ni du serrement de main, la surhumaine torture de cinq années à l'Île du Diable, la douleur physique dégradante, venant se joindre à la souffrance morale, la double boucle d'André Lebon, puis le grand silence, interrompu à peine par le solitaire cri d'alarme de Bernard Lazare... et de nouveau la nuit.

Et tout à coup, comme un grand éclair — la découverte du « Petit Bleu » par le colonel Picard, éclair auquel de nouveau succèdent les ténèbres : l'hostilité à laquelle se heurtent ceux qui sont convaincus de l'innocence du martyr, l'incrédulité qui accueille les efforts de Scheurer-Kestner ; le collusion entre l'état-major et Esterhazy, l'envol de Picard disgracié dans les régions les plus dangereuses de la Tunisie, l'admirable cri de Zola, le « J'accuse », le

procès fait au grand romancier, sa condamnation, le procès fait à Esterhazy et son acquittement, l'emprisonnement de Picard... C'est, de nouveau, la nuit.

Et de nouveau un prodigieux éclair : le suicide du capitaine Henry, le principal témoin à charge contre Dreyfus, l'ennemi acharné de Picard. Un soupir de soulagement courant à travers la France, à travers le monde : la Justice aura le dernier mot.

Et de nouveau la nuit. L'invention par Maurras du faux patriotique, la pierre tombale retombant sur celui qui, là-bas, face à la mer et à sa douleur, ignorait tout du grand drame dont il était le héros. Mais l'effort tenace d'une petite troupe d'hommes résolus, d'intellectuels avant tout, d'intellectuels auxquels vient bientôt se joindre la grande voix de Jaurès, et, avec lui, le prolétariat enfin désabusé, pèse sur la pierre, s'acharnant sur elle et en dépit de la Congrégation, de toutes les forces sociales, force de la superstition, force de l'argent, force de l'armée, la soulève. C'est la révision vainement entravée, c'est l'arrivée de Dreyfus, c'est le procès de Rennes où nous vîmes celui que nous ne connaissions pas et que nous n'avions jamais espéré revoir et dont l'innocence, infailliblement, allait être prononcée puisque la plus haute juridiction de ce pays, la Cour de cassation, l'avait proclamée. Et c'est une déception nouvelle, plus cruelle que toutes les autres, puisque plus inattendue pour le pays. Pour le monde : Dreyfus est condamné de nouveau, mais tout de même libéré mais tout de même décrété innocent par un nombre de plus en plus grand, par un nombre si grand qu'à la fin, douze ans après sa première condamnation, Dreyfus est réhabilité et le principal de ses défenseurs, le général Picard, nommé ministre de la Guerre.

Est-il étonnant que le monde entier ait vibré et frémi à ce spectacle extraordinaire et que lorsqu'un de mes amis, ayant une bourse de voyage autour du monde, arriva, en 1899, dans l'une des îles du Japon, il ait vu, à son débarquement, se presser autour de lui les habitants de l'île et les ait entendus lui demander, en guise d'accueil : « Où en est l'affaire Dreyfus ? »

C'est donc la forme de l'affaire, l'art avec lequel l'a modelée la destinée, qui est la première raison de l'universelle émotion qu'elle a suscitée. Il en est d'autres. C'est que l'affaire Dreyfus n'était qu'un épisode de la vieille lutte du militarisme et du cléricalisme, fraternellement unis contre la pensée libre et contre la démocratie.

Aujourd'hui, cette lutte recommence, et bien que l'on prétende que la flamme qui brûlait en nous est éteinte, que nous sommes amollis et exténués et qu'il faut que les jeunes infusent à notre cœur et à notre corps usés leurs vitamines, nous les vieux, fraternellement, paternellement, si l'ont veut, unis à nos jeunes, nous sommes décidés à resfourbir nos armes et à rentrer dans la mêlée, cette mêlée que d'ailleurs, nous n'avons jamais quittée.

La dénonciation du fascisme

Le Président.

Victor Basch n'a pas attendu les époques trop troublées pour dénoncer le fascisme. Dès le Congrès de 1926, il s'exprimait ainsi :

Le Lecteur.

Citoyens, une autre grave inquiétude pèse sur le monde. Et vous imaginez bien que la Ligue, qui est particulièrement sensible à tout ce qui menace les Droits de l'Homme et la paix, s'est, depuis des années, émue du mal mystérieux qui, peu à peu, se répand de proche en proche, d'Italie en Espagne, dans les pays balkaniques, en Turquie, en Grèce, et qui maintenant est en train d'atteindre cette petite Lithuanie, dont, hier encore, tant d'entre nous ignoraient le nom !

Cette maladie, cette peste, cette lèpre, c'est le fascisme, et depuis des années nous consacrons le plein de notre effort à lutter contre lui, à ouvrir les yeux des Français à ce danger qu'on a tout d'abord méconnu, dont on n'a pas,

en tout cas, mesuré la gravité, et qui cependant est singulièrement menaçant. Car, ne nous y trompons pas : la première fois que quelqu'un est atteint d'une maladie, c'est un accident ; quand un autre est atteint de la même maladie, c'est peut-être encore un accident ; mais lorsqu'un mal se répand comme se répand le fascisme, lorsque nous voyons la maladie atteindre non seulement des pays qui, de tout temps, étaient malades, comme la Roumanie, la Bulgarie, la Turquie, mais des pays de la plus haute et de la plus ancienne civilisation, comme l'Italie — cette Italie que nous aimions tous comme notre seconde patrie — comme l'Espagne, c'est qu'il s'agit de quelque chose de grave, de quelque chose qu'il faut étudier de près.

Le Président.

Il y a une ou plusieurs vérités.

Victor Basch, en 1928, évoque la question, et il y répond :

Plusieurs vérités

Le Lecteur.

Pendant des siècles les hommes ont cru qu'il y avait une vérité une et immuable, des essences, des idées objectives vivant dans des régions supra-terrestres et qu'il suffisait de tendre vers elles avec une brûlante force d'amour, avec une irrésistible énergie d'intuition pour les découvrir, les dévoiler et les capter. Aujourd'hui, depuis que le XVI^e siècle a découvert la méthode expérimentale, depuis que la science, née de cette méthode, a transformé et transforme tous les jours l'image de l'Univers, depuis que de grands penseurs, comme Renan, nous ont appris que les vérités historiques, et des visionnaires inspirés, comme Nietzsche, que les vérités morales elles-mêmes étaient conjecturales et muables et éphémères, nous ne croyons plus à une vérité immobile et figée, mais à des vérités, fruit transitoire et inéluçablement provisoire de l'effort d'adaptation toujours renouvelé de l'esprit humain à la réalité morale, à la réalité sociale. La vérité nous apparaît à facettes. Et étant donné ces facettes innombrables, n'est-il pas naturel que, lorsqu'ils essaient d'êtreindre cette vérité, même ceux qui la cherchent avec la sincérité la plus entière, ne puissent être d'accord, puisque aux uns c'est telle face d'elle-même, aux autres telle autre qu'elle révèle.

Pour nous, parmi les étoiles qui se lèvent sur le ciel des Idées, nous avons décrété que quelques-unes étaient fixes. Dans le ruissellement des conceptions morales, politiques et sociales, nous en avons retenu quelques-unes, nous les avons comme solidifiées par l'adhésion de notre raison et par l'élan de notre foi et nous les avons déclarées intangibles. Nous nous sommes sculpté un « Credo » — le « Credo » de la démocratie, tel que l'a fixé « la Déclaration des Droits de l'Homme » pleinement réalisée. Et puisque ce « Credo » est commun à tous ceux qui se réclament de la Ligue des Droits de l'Homme, il semblerait qu'entre nous du moins il ne dût pas y avoir de graves divergences d'opinion.

Mais ce « Credo » lui-même, quelque clair qu'il paraisse, admet des interprétations différentes et surtout fait appel, pour se cristalliser dans la réalité, à des méthodes différentes. Tous, nous voyons luire, au bout de notre route, la même étoile, mais ce sont les chemins qui y mènent qui sont multiples. Et il est naturel et nécessaire que nous ne soyons pas d'accord sur celui qu'il convient de choisir.

Le but de notre Congrès est précisément de déterminer les voies les meilleures pour atteindre nos fins communes.

Le Président.

Tout à l'heure, Jacques Kayser a évoqué ce qu'il y avait de poésie en Victor Basch. Vous vous en rendrez compte en entendant ce fragment du discours prononcé par lui en 1908, au banquet de clôture du Congrès de Lyon, simplement pour engager les ligueurs à tenir à Rennes leur prochain Congrès :

La cité de justice et de lumière

Le Lecteur.

Ayant admis que Rennes n'est pas une belle ville, il leur dit que de là, on les mènera voir une des choses les plus belles du monde : la mer bretonne...

« Vous irez, le soir à Saint-Malo ou à Paramé ou à Dinard, vers l'heure où saigne le ciel, vous asseoir au bord de la mer, et vous l'entendrez tempêter, vous l'entendrez sangloter, vous l'entendrez hurler d'allégresse, la mer ; et, parmi les grands souffles qui vous frapperont le visage, vous croirez percevoir la mystérieuse haleine des continents lointains.

Je me suis souvent assis sur ces grèves et j'ai songé que lorsque pour la première fois, des hommes à l'âge prophétique ont affirmé que par-delà ce que percevaient leurs yeux, il y avait des terres, il y avait des hommes qui vivaient, il y avait des continents nouveaux, on leur avait répondu par des railleries et des outrages, et les plus bienveillants les avaient traités de rêveurs et d'utopistes... De même, ô mes chers Collègues, lorsque des

hommes de ce temps que vous connaissez et admirez, lorsque les Trarieux, les Jaurès, les de Pressensé, lorsque nous tous, avec moins de talent, mais autant d'ardeur, nous affirmons que, — par-delà la Cité d'iniquité et d'inégalité que nous habitons, il est une cité de Justice et d'Égalité qu'il dépend de notre seul effort de réaliser, — les hommes « raisonnables » nous lardent, nous aussi, de leurs faciles sarcasmes, et nous traitent de poètes et d'esprits chimériques.

Et cependant, les continents qu'avaient pressentis et où sont parvenus à aborder les hardis navigateurs d'antan — qu'ils soient partis de Palos, comme Christophe Colomb, ou de Saint-Malo, comme Jacques Cartier, ils sont indubitablement. De même indubitablement elle est la Cité de Justice et de Lumière que nous voulons voir fleurir ; et pour peu que nous ayons autant de courage et de ténacité qu'en ont eus les héroïques écumeurs de l'Infini, nous la réaliserons, nous aussi, nous la construirons, la Cité d'Amour qui vit dans nos âmes !

Le Président.

* * *

Je donne la parole à **André BOISSARIE**, membre du Comité Central, ancien Vice-Président de la Ligue, Vice-Président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, qui va vous parler d'Emile Kahn.

André Boissarie

S'il est vrai, qu'une existence digne de ce nom est un espoir des jeunes ans, que concrétise l'âge mûr, comment mesurer en beauté celle d'Emile Kahn, qui fut le rêve de sa jeunesse, qu'il a réalisé pendant toute sa vie ?

A 21 ans, il reçut, devant l'éclair de l'innocence du déporté de l'Île du Diable, le coup de foudre de la Justice. Soixante ans plus tard, il n'avait pas cessé un seul jour, d'en être à la fois la sentinelle et le paladin ; de mener, de hausser et d'incarner son combat.

Il naît à la Ligue, le soir même du 4 juin 1898, où elle est fondée. Dix ans de militant-bâtitseur, de pionnier de la IX^e Section, que préside son père, Gustave Kahn. 1909 : Comité Central ; et c'est l'activité de rayonnement, qui s'étend sur toute la France ; c'est la défense sur tous terrains — leçon de 1914-1918 — de l'homme et de l'humanité. Vice-président depuis 1929 ; c'est, en 1932, le Secrétariat général, où Henri Guernut l'accueille par cet hommage : « Vous n'êtes pas devenu Secrétaire général, depuis vingt ans, vous l'étiez. » Il continue, vingt ans encore. Après l'errance de Clermont à Montpellier et à Toulouse, sous les poursuites de la Gestapo, la flamme, entretenue par les martyrs et les persécutés, rejaillit par les survivants. Des saccages, repart le chantier. C'est sa Présidence. Jusqu'à 82 ans, il trace, rectiligne, notre sillon ; il assume toutes nos tâches, les plus humbles et les plus brûlantes, sert au premier rang, sur toutes les brèches ; face aux plus puissants et pour les plus faibles, il se dresse, idéal déployé. Il a suivi une vocation. Il y a sacrifié les honneurs ordinaires des carrières et des mandats. Il s'est intégralement voué à notre service de désintéressement. Dans tous les poids du terme classique, il a personifié le « Juste ».

* * *

Mais sa présence est là, ce soir. Et c'est l'Homme, que nous voyons.

Il était la Culture ; celle qui sait, et n'oublie pas ; celle qui gardait l'empreinte de Lavisse et de Seignobos ; et qui alliait l'Exactitude, dont le paradoxe de Valéry n'a pas dépouillé l'Histoire, à cette technique dominante de l'Idée générale, qui est l'école de la Raison : sur l'érudition scrupuleuse, les Quatre vents de l'Esprit libre. Il vibrait au souffle de l'Art ; sensible à la musique des sons et des lumières, aux concerts de Salzbourg, aux teintes dorées de Venise. Sous l'ombrageuse modestie de l'ironie légère en éveil, il gardait le sourire direct de la pureté. Son respect d'autrui en profondeur, sa politesse raffinée, lorsque jaillissait le trait ou l'éclat, nimbait sa lame droite. Car il avait la paix du cœur ; il avait à ses côtés la confiance, qui fait le soutien ; la sollicitude alertée, méticuleuse et tendre, qui tisse la sérénité, cette source exclusive de la pensée et de l'action. Le soir de ses 80 ans,

nous entendîmes monter à ses lèvres le « parce que c'est Elle, et parce que c'est moi », en mélodie si bouleversante, que peut-être me pardonneriez-vous, Madame, de n'avoir pu, parlant de lui, ne pas, par là-même, parler de vous.

* *

Aussi bien vous dois-je sans doute l'image de ses dix années, que j'ai devant mes regards.

Toute sa journée, c'est la Ligue. La matinée, chez lui ; rue Jean-Dolent, l'après-midi ; il travaille, reçoit et écrit. Il est, dans son écriture, haute et nette ; dans ses phrases, précises et amples, qui se succèdent en calligraphie spontanée. Il est, dans ces dossiers innombrables, qu'il soupèse en valeur humaine ; et qui font son cortège de toutes ces victimes, qu'il aura entendu sauver ; des multiples Frogé, Seznec, Guingoïn, en France et par toute la terre, où les innocents menacés et les proscrits dans le malheur lancent vers lui leur recours. Il est, dans ces résolutions de principes, qu'il mûrit, fermes et complètes, en corps de doctrine. Il est, dans cet engagement sur les cas et sur les problèmes, sur l'événement de circonstance et la position permanente, qu'il médite, prépare et propose. Il est surtout, tout entier, au Comité Central, et puis aux Congrès.

Laissez-moi, mes chers collègues, évoquer un instant le Comité Central, d'il y a quelques dix années. C'était l'époque où les présences et même les interventions figuraient aux Cahiers ; ce qui ne leur nuisait pas. Sur l'Indochine, Madagascar, la Tunisie, le Maroc, l'affrontement de l'Ouest et de l'Est, partout où les « Droits de l'Homme » offraient déjà la clé de la Paix du monde, le débat s'ouvrait ; et, de cette salle pauvre, aux tables en tréteaux, s'élevait la voix des consciences. J'entends Grumbach, à la fougue entraînant ; Rivet et sa voix chaude ; Rosenmark, et sa logique ; Casevitz, et sa sûreté ; et mon cher ami, Sam Spanien, qui en quelques mots simples déterminait les convictions. Emile Kahn exposait, dirigeait, concluait, avec toute son ardente recherche de la perfection. Sous son égide, de ce cadre nu surgissait le haut-lieu de la Morale de la République.

Nos Congrès étaient son climat. Il était l'Orateur, frémissant et irrésistible. Il charmait, sans rien concéder. La flamme et la dignité ; un phénomène de résistance ; la jeunesse affleurant de l'âme ; et, même en bras de chemise sur la tribune, un Monsieur.

Rouen, Mâcon ; quel legs nous a-t-il laissé par ses deux derniers Congrès !

1956 : Comme à l'appel souverain de ses origines, la Ligue se prononçait sur la Justice militaire. Et Emile Kahn proclamait ses certitudes de soixante années : son culte intangible de la Vérité, contre quoi rien, jamais, ne prévaut ; et le face-à-face test, où se jaugent les valeurs morales : l'Université, où, de la Sorbonne à l'instituteur, déferle l'éternelle mission de l'esprit ; l'Armée où pourraient s'allier l'honneur, les yeux ouverts et le renouveau ; la Justice, où le « l'accuse » doit être une forme du « Je défends ».

1957 : après 1898, Emile Kahn revivait, à Mâcon, 1924. Il lançait, que la Ligue fait front par nature contre le fascisme, — qui met les Droits de l'Homme en mortel danger. Il rappelait, qu'à l'heure des digues, toutes les pierres se mobilisent ; que les rassemblements se font plutôt par des additions, que des soustractions. Et la Ligue, dressée tout entière, ressentait l'éminente place, qu'elle lui devait, de symbole hors série et d'aimantation supérieure, pour que vivent les Libertés.

* *

Emile Kahn valait à la Ligue l'autorité suprême des purs. Il a semé dans la ferveur. Il aura vu, au soir de ses ans, se tourner vers lui toute une jeunesse, qui avait trouvé un pôle d'action dans l'authentique de ses vertus.

Le 25 janvier 1958, son fourgon funèbre traversa Paris, précédé par un Service d'ordre de rapidité, que, peut-être par un remords ou par une anxiété, la IV^e République avait réservé à ce Chevalier des Forces Morales. Et sur toute la descente vers la rive gauche, l'avenue de l'Opéra, la rue Lafayette, les hommes et les femmes de ce peuple de travailleurs de toutes les conditions, qui vaque au Centre le samedi, devant Emile Kahn, Président de la Ligue des Droits de l'Homme, s'arrêtaient, et se découvraient par centaines, secoués par la vraie Grandeur.

Le rude hiver annonçait peut-être que fleuriraient de lointains printemps.

* *

Le Président.

Vous allez maintenant entendre la voix d'Emile Kahn.

L'affaire Szenès

On entend à ce moment le disque répétant une chronique radiodiffusée en novembre 1952 :

Je rappelle à grands traits l'affaire Szenès que j'ai commencé d'exposer samedi dernier.

Szenès, citoyen tchèque, est expulsé de France en 1928. Il y revient clandestinement en 1938, s'engage en 1939 pour la défense de la France, rentre clandestinement après l'armistice pour la Résistance clandestine, devient

lieutenant F. F. I. en Corrèze qu'il contribue à libérer des Allemands, puis fait deux ans d'occupation en Allemagne où le destin, comme vous allez le voir, l'enfonce dans la voie du crime.

Sur une plage, au bord de la Baltique, il trouve, épuisée, une femme qu'un hasard vient d'arracher à la mort. C'est

une déportée d'Auschwitz, envoyée avec les autres sur les sinistres navires Deutschland et Cap-Ancona où elles doivent être noyées. Un bombardement du train qui la transportait l'a sauvée. Mais elle est à bout de forces. Il la recueille et la soigne. Rentré en France, il l'épouse. Ce mariage va lui coûter cher.

J'ai expliqué samedi dernier que son nom tchèque se prononce autrement qu'il ne s'écrit. En France, il l'écrit comme on le prononce. Ses papiers ont cette orthographe. C'est sous cette orthographe que son mariage est célébré à la mairie. Or, la loi ne plaisante pas.

Le changement de nom n'est admis par elle qu'après décision du Conseil d'État. Szenès, quand il a changé — non pas son nom mais pour la franciser, l'orthographe de son nom — n'a pas suivi la procédure lente et coûteuse du recours en Conseil d'État. Il est donc légalement coupable de s'être servi d'un faux nom.

Il travaillait de son métier de typographe quand on est venu l'arrêter, le 17 décembre dernier, inculpé d'in-

Le Président.

Tout à l'heure, André Boissarie vous a parlé de l'ironie légère d'Emile Kahn. En voici un exemple. Le 26 novembre 1955, il donnait lui-même à ce texte de sa chronique radiodiffusée le titre de « Montesquieu parle »

Montesquieu parle

Le Lecteur.

On ne lit pas assez les discours de réception à l'Académie française.

J'entends bien que la vie est courte, le temps utile mesuré, et que les dialogues des Immortels ne sont pas tous promis à l'immortalité. Il arrive pourtant que parfois au hasard, on y cueille un propos qui donne à réfléchir. C'est la trouvaille que, l'autre jour, j'ai eu le bonheur de faire et dont je veux partager avec vous le profit.

Le directeur de l'Académie rendait son compliment au récipiendaire. Ce dernier, entre autres mérites, avait écrit des Mercuriales. La Mercuriale qu'une majuscule anoblit n'est pas à confondre avec l'état quotidien du marché des fruits et des légumes. C'est la sermonne qu'un Président du Tribunal adresse, en certaines occasions, aux juges, ses subordonnés. Elle peut se flatter d'une longue histoire, les tribunaux d'à présent l'ayant héritée des Cours souveraines de l'Ancien régime. Et c'est ainsi que l'orateur académique a été conduit à citer une Mercuriale de Montesquieu.

Vous n'ignorez pas que ce philosophe, premier de ceux qui allaient saper les principes fondamentaux de la société de leur temps, y tenait une place éminente, étant à la fois seigneur de la Brède et président à mortier au parlement de Bordeaux. Ayant donc, un jour de rentrée, à haranguer les conseillers de sa Chambre, il leur tint le langage suivant :

« Que celui d'entre nous qui aura rendu les lois esclaves de l'iniquité de ses jugements périsse sur l'heure ! Qu'il trouve en tout lieu la présence d'un dieu vengeur et les puissances célestes irritées ! Qu'un feu sorte de dessous terre et dévore sa maison ! Que sa postérité soit à jamais humiliée ! Qu'il cherche son pain et ne le trouve pas ! »

fraction à l'arrêté d'expulsion de 1928, et d'usage de faux nom. Devant le tribunal, il a tenté de s'expliquer. Il a rappelé que s'il a enfreint le vieil arrêté d'expulsion, c'est en venant se battre pour la France — que s'il a produit des papiers où l'orthographe de son nom est modifiée, c'est pour donner un nom à la femme qu'il a sauvée. Autant parler devant un mur. Il a eu deux mois de prison.

Il a fait sa prison. Puis, il a voulu reprendre son métier. Impossible. On a confisqué ses papiers, on refuse de les lui rendre. Pas de papiers, pas de travail. Il ne sait plus comment vivre. Sa femme, qui porte dans sa chair les meurtrissures d'Auschwitz, doit subir une opération : il n'a pas de quoi payer les soins.

Est-ce là toute la récompense de ce qu'il a fait pour que la France vive libre ? Je vous l'ai dit, c'est une histoire qui crève le cœur. Elle fait aussi rougir de honte.

Vous qui m'écoutez, intervenez avec nous, pour effacer cela, pour réparer cela.

Puis, quittant le ton pathétique, il observait : « Les juges se sont toujours trouvés au milieu des pièges et la vérité a laissé dans leur esprit les mêmes défiances que l'erreur. L'obscurité du fond a fait naître la forme. Les fourbes s'en sont fait une espèce d'art : des professions entières se sont établies, les unes pour obscurcir les affaires, les autres pour les allonger. »

Ainsi le président Montesquieu exhortait-il les conseillers bordelais à bien juger en leur montrant la difficulté de juger. Je n'aurai pas l'impertinence de penser — et encore moins de dire — que sa Mercuriale puisse s'adresser encore aux juges d'aujourd'hui. Aucun de ceux-ci ne mérite qu'il soit parlé de « l'iniquité de ses jugements ». Les magistrats, au temps de Montesquieu, maîtres de leur charge qu'ils avaient bel et bien payée, et par là-même échappant à toute contrainte, pouvaient impunément prononcer des jugements iniques. Les nôtres, théoriquement inamovibles, mais en fait nommés à leur poste, promus et contrôlés par l'autorité supérieure, sont devenus incapables d'injustice : tous ceux qui sont passés devant eux l'attesteraient.

De même ont disparu ces professions que Montesquieu montre attachées, soit à obscurcir les affaires, soit à les allonger. Tous les auxiliaires de notre justice ne font, chacun le sait, que rendre les procès simples, lumineux et rapides.

Quant à ces pièges, au milieu desquels les juges, au dire de Montesquieu, sont tentés de confondre la vérité avec l'erreur, je voudrais croire qu'aujourd'hui il n'en reste rien. Malheureusement, je viens de lire l'histoire véridique de l'affaire Seznec, et j'en demeure épouvanté...

Le Président.

Emile Kahn n'avait jamais caché son appartenance au Parti socialiste. Inutile de rappeler qu'il était laïque. Léon Blum lui avait demandé de rédiger, pour le Congrès du Parti socialiste qui s'est tenu à Nancy en 1929, la résolution ayant trait à la laïcité.

Vous allez entendre maintenant le début de ce rapport. Je dis le début, mais seules des raisons de temps, et non pas de qualité, nous ont obligés à ne pas pouvoir vous le lire en entier :

La laïcité

Le Lecteur.

Les récents événements politiques (affaires d'Alsace, débats sur les congrégations et sur les diocésaines) marquent le début d'une nouvelle bataille laïque. Le Parti Socialiste n'a jamais pris l'initiative de cette bataille qui s'engage. Il ne peut pas, il ne veut pas y demeurer étranger. Mais d'abord, élevant le débat aux considérations de principe et de méthode, il entend définir et préciser une fois de plus sa doctrine et son programme d'action pratique sur le double problème de la laïcité et de l'enseignement.

Le Parti Socialiste est un Parti de laïcité fermement attaché à la liberté de conscience. Il reconnaît à chaque individu le droit de croire ou de ne pas croire, de pratiquer ou de s'abstenir de toute pratique. Il déclare, avec jaurès, que la liberté de toutes les croyances, la liberté de tous les cultes est un article essentiel du programme républicain et socialiste. La religion est à nos yeux chose privée qui ne relève et ne doit relever que de la conscience de chacun. Et l'État ne doit pas plus intervenir pour la détruire que pour l'imposer ou la propager.

Du principe même de la liberté de conscience découle, en effet, la neutralité nécessaire de l'État en matière philosophique et religieuse. Cette neutralité qui trouve son expression juridique dans la séparation absolue des Églises et de l'État, le Parti Socialiste a puissamment contribué à l'instituer en France. Il entend l'y maintenir et la défendre contre les retours offensifs du cléricalisme concordataire. Mais toute l'évolution de l'histoire affranchissant tour à tour la science, l'État, la société de la tutelle de l'Église les a constitués en organismes laïques, c'est-à-dire soumis aux seules règles de la raison. D'autre part, la démocratie, tentative hardie de gouvernement de l'homme par l'homme, ne se justifie que par l'idée laïque, acte de confiance dans la raison humaine.

Enfin, dans sa bataille quotidienne, le socialisme trouve devant lui l'Église hostile, de même qu'à partir de la Révolution française l'Église s'est alliée aux adversaires des droits de l'Homme, de la République et de la démocratie, que le papauté n'a pas cessé de les condamner en principe et le clergé de les combattre en fait, de même elle a fait un pacte, dès la naissance du socialisme, avec le grand capitalisme.

Le capitalisme a mis sa puissance au service des prétentions cléricales : l'Église a mis son pouvoir au service du privilège capitaliste. Tels ils se trouvent toujours étroitement associés dans la commune résistance aux aspira-

tions populaires, tels on les voit unis en Italie pour asservir le peuple à la double contrainte de l'oppression dictatoriale et de la tutelle cléricale, tels on les voit en France, s'appuyant l'un sur l'autre, poursuivre ensemble la conquête du pouvoir politique, peser ensemble, pour leurs communs intérêts sur les Gouvernements, les Assemblées, la presse et le corps électoral, enfin s'assurer ensemble, par la pression et la menace, la soumission des individus et des familles qu'ils tiennent à leur merci.

Pour toutes ces raisons tant doctrinales que politiques, le Parti Socialiste est anticlérical, c'est-à-dire, au sens propre du mot, résolument opposé aux empiètements de l'Église sur tout ce qui n'est pas du domaine de la conscience. Le Parti Socialiste est anticlérical en tant qu'il rencontre l'Église dans toutes les entreprises de réaction politique et de conservatisme social. L'anticléricalisme, pour lui, loin d'être raillerie mesquine ou persécution sectaire, signifie au contraire de la liberté pour tous, protection assurée à tous contre toutes les forces coalisées de contrainte et devient une forme de sa lutte de classes.

En conséquence, le Parti Socialiste, sans jamais se prêter à la manœuvre de ceux qui chercheraient, dans un anticléricalisme de façade, une diversion aux problèmes sociaux, mais considérant au contraire que la bataille laïque est inséparable de la bataille sociale :

Décide de défendre avec vigueur, avec passion, contre toutes surprises, contre toutes les menaces, les institutions de la cité ;

Déclare que si la séparation des Églises et de l'État est pour la plus grande partie de la nation un fait accompli, elle doit être étendue à tout le territoire, Alsace et Lorraine comprises ;

Que la laïcisation totale des services publics point encore achevée, doit être poursuivie sans défaillance ;

Que le refus systématique de la part du Gouvernement actuel d'appliquer les lois laïques ne saurait être toléré et que les dispositions récentes en faveur des congrégations missionnaires et des associations diocésaines, en ce qu'elles altèrent les lois fondamentales de 1904 et de 1905 doivent être rapportées ;

Enfin, le Parti Socialiste met en garde tous ses membres contre le péril de déclarations insuffisantes ou équivoques en matière de laïcité. Ni l'attitude de ses candidats, ni l'action de ses élus ne doit permettre aucun doute sur la fermeté laïque du Parti.

Le Président.

Ce texte est d'actualité.

Voici encore un autre texte d'actualité, bien qu'il date de 1918. C'est au Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme du 28 décembre qu'Emile Kahn s'expliquait ainsi :

La Ligue et la politique

Le Lecteur.

... Je me heurte à une objection, à laquelle je dois immédiatement répondre. La défense républicaine, nous dit-on, c'est une question politique : la Ligue ne doit pas faire de politique.

Objection grave, mais qui n'est pas nouvelle. Chaque fois que nous avons abordé une question d'actualité, nous nous sommes trouvés en face d'une opposition qui nous a dit : « Vous faites de la politique, vous vous inféodez à certains partis politiques. » Vous rappellerai-je les manifestations contre Pressensé, les ardues batailles autour de nos interventions en faveur des postiers ou des cheminots ? Rien de plus caractéristique à cet égard que la discussion engagée au début du Congrès de 1913, sur la question des trois ans et de la réaction militariste et chauvine. Cette discussion s'est ouverte par l'intervention d'un de nos plus fidèles et plus chers collègues, qui exprimait ainsi ses scrupules : « Prenez garde, disait-il, de ne pas compromettre l'avenir de la Ligue : critiquer les trois ans, c'est faire de la politique, c'est sortir de notre rôle, c'est armer contre nous nos adversaires ; dans la Ligue même, c'est provoquer la dissension et tarir le recrutement... »

A quoi Pressensé répondait en des termes que je vous demande la permission de relire, car ils nous justifient aujourd'hui comme ils justifiaient alors le Congrès de 1913.

« Le danger, disait notre Président, n'existe pas ; tout au contraire, si, par des considérations de timidité, nous n'accomplissons pas notre devoir, nous porterions une atteinte grave au recrutement de la Ligue... On nous dit que nous faisons de la politique : oui, nous faisons de la politique dès le premier jour, rien qu'en luttant contre l'arrêt du Conseil de Guerre et en tentant d'obtenir la réparation de l'injustice ; et nous ne nous arrêtons pas à traiter le cas individuel, à rechercher uniquement l'innocence ou la culpabilité de certains hommes ; nous cherchons la véritable cause des injustices dans les institutions, et nous demandons la réforme de ces institutions. Dès ce moment, au premier chef, nous avons fait de la politique, nous avons eu une politique, et nous l'avons dit. Quelle est cette politique ? C'est la politique de la Déclaration des Droits de l'Homme, de la démocratie républicaine, de l'esprit révolutionnaire en France... Nous

Le Président.

Quel est le but inavoué de ceux qui nous calomnient ? A ce même congrès de 1918, Emile Kahn répondait à la question :

L'influence des puissances d'argent

Le Lecteur.

... Il y a aussi, dans le dessein des calomnieurs, des ambitions de politique intérieure : discréditer les individus

ne faisons pas de la politique au sens bas et ordinaire du mot : on n'a jamais vu la Ligue intervenir dans la question de la distribution des dépouilles opimes des élections. Mais si on ne nous voyait pas intervenir dans les questions graves de la politique essentielle, nous aurions signé de notre main notre faillite définitive. »

Oui, la Ligue a une politique qu'elle ne peut répudier sans manquer à une partie de sa tâche : à côté de ses interventions quotidiennes en faveur des victimes de l'injustice et de l'arbitraire, elle doit examiner, au point de vue des principes républicains et démocratiques, les grandes questions que l'actualité pose à la conscience nationale.

Je vais plus loin. Je dis que la Ligue est une association politique. Non un parti. Elle ne veut pas et ne doit pas connaître les partis ; elle ne fait pas la politique de parti, la politique électorale, la politique de clocher, la politique des politiciens. Mais elle est politique en ce qu'elle groupe tous les républicains et rien que des républicains. Elle est l'association républicaine par excellence : précisément parce qu'elle réunit les républicains de toutes nuances, et aussi pour cette raison — dont votre modestie va souffrir — que, la Ligue n'attirant et ne retenant ses adhérents par aucun espoir d'avantages personnels, elle ne garde que des citoyens désintéressés venus par conviction, restés par idéalisme : soit l'élite de la démocratie française.

Voilà pourquoi, plus que tout autre groupement, la Ligue est qualifiée pour défendre la République, et n'a pas manqué, en effet, de mettre dans sa tradition la défense républicaine. A chaque grande manifestation politique, à chaque consultation politique du pays, nous avons fait entendre notre voix, appelé les républicains à l'union entre eux, à la lutte contre la réaction, afin d'opposer le parti de la Révolution au parti de la Contre-Révolution...

...Il est donc bien vrai qu'en portant au Congrès la défense républicaine, question politique, nous restons fidèles à l'esprit et à la tradition de la Ligue, à la seule condition d'écarter tout esprit de secte, toute considération mesquine d'intérêts de personnes ou de partis, et toute autre préoccupation que celle des principes, de la République et de la France.

pour discréditer les institutions, discréditer les institutions pour discréditer le régime...

C'est là que doivent se concentrer nos efforts de défense républicaine. Comment ? En rendant d'abord la République plus républicaine. Nos adversaires reprochent à la République d'être trop démocratique : nous lui reprochons, nous, de ne l'être pas assez. Ils lui reprochent d'accorder au peuple trop de liberté : nous lui reprochons, nous, de trop conserver des traditions d'autorité et de la routine administrative, et de trop subir l'influence des puissances

d'argent. Nous avons à réformer les institutions, les mœurs politiques et l'esprit public. Les institutions, pour les rendre plus conformes aux principes de la Révolution ; les mœurs politiques, en organisant les partis et en affranchissant la presse, qui n'a jamais été aussi vénale et aussi servile ; l'esprit public, en l'orientant vers l'action utile au plus grand nombre.

Le Président.

Emile Kahn précise ensuite que la République n'est peut-être pas menacée, mais que les menaces qui pèsent sur elle proviennent surtout de notre abandon. Il s'exprime ainsi :

L'esprit républicain menacé

Le Lecteur.

La forme républicaine n'est pas en danger. Ce qui est menacé, c'est l'esprit républicain. Le péril, c'est que, sous des apparences démocratiques, la nation a perdu le contrôle et la direction d'elle-même. Sur toutes les grandes questions, silence, silence dans la presse d'argent, pour les raisons que vous savez ; silence dans la presse indépendante, par l'exercice d'une censure qui n'a jamais été plus rigoureuse. Silence dans le Parlement ; silence sur les régions libérées, silence sur la démobilisation, silence sur le montant des dommages de guerre, silence sur la politique extérieure... Ah ! rappelez-vous cette séance lamentable du 11 décembre, où le ministre a refusé de fixer un jour, une date, pour la discussion d'interpellations qui portaient sur la politique extérieure de la France et la politique de paix du gouvernement... Le ministre est resté silencieux et la majorité du Parlement l'a approuvé. Or, pendant qu'on se tait là où l'on devrait parler, on parle là où il est de règle de se taire. Ceux qui parlent, ce sont

les généraux, les maréchaux, puisque la III^e République s'est donné le luxe des maréchaux que n'a pas connu la première...

... Parlons clair : le gouvernement dans le silence, le gouvernement sans contrôle, en bon français cela s'appelle la dictature ; la prétention des chefs d'armée à trancher de tout, cela s'appelle le militarisme.

Vellétés de dictature, tentatives de militarisme ne doivent pas trouver d'adversaires plus résolus que nous, Ligue des Droits de l'Homme. C'est le devoir d'une association comme la nôtre, dans le silence universel, de faire retentir sa voix pour la critique nécessaire.

Nous le devons à nos morts, à ces grands honnêtes gens qui ont fondé la Ligue, précisément pour le contrôle pour la critique, pour la bataille.

Nous le devons à la France elle-même...

Le Président.

Et voici, dans les Cahiers de la Ligue de 1954, à l'issue d'une série d'articles sur Victor Bach, les mots d'ordre qui sont les nôtres :

Défendre la raison

Le Lecteur.

Ce qu'il s'agit de défendre, aujourd'hui comme autrefois, c'est la raison contre le dogme et le fanatisme, contre le dérèglement contagieux des esprits, contre l'écrasement de l'esprit par les forces associées de l'État, de l'Église et de l'argent.

Ce qu'il s'agit de défendre, aujourd'hui comme autrefois, plus qu'autrefois, c'est la vérité contre le mensonge et la propagation, insolente ou hypocrite, du mensonge.

Ce qu'il s'agit de défendre, ce sont, plus que jamais, les trois vertus maîtresses : la volonté de clairvoyance, la disposition de soi-même et la confiance dans l'action.

Il est doux de dormir au bercement des propagandes. Gare aux réveils ! Qui veut éviter les surprises désastreuses doit garder les yeux ouverts et vouloir savoir, vouloir comprendre. Il est facile aussi de s'abandonner passivement aux décisions des pouvoirs d'État ou d'Église, aux ordres des partis, à la séduction de l'argent, maître du jeu. Mais ni la servitude, ni la résignation n'ont jamais épargné à l'homme les épreuves et les désastres, c'est dans l'action librement décidée qu'est le salut. Or, l'action utile ne s'entreprind qu'à la condition d'y croire, je veux dire de croire à son efficacité. Il ne s'agit pas ici d'opter entre l'optimisme et le pessimisme. Le problème est tout

autre : il est d'avoir confiance ou non dans l'action qu'on entreprend.

Ici encore, Victor Basch est notre maître. Il n'a pas méconnu les fluctuations de l'Histoire, le progrès difficile, les rechutes profondes, mais il n'a jamais pensé que les régressions puissent arrêter longtemps ce qu'il appelait

« la marche ascendante de l'humanité » et le triomphe final du plus beau rêve humain.

Ainsi, parce que sa bataille est demeurée la nôtre, parce que sa pensée l'éclaire, parce que son exemple y est notre guide et que sa foi nous y anime, Victor Basch reste vivant parmi nous.

M. Daniel MAYER.

J'ai reçu un grand nombre d'excuses de ceux qui auraient désiré être à nos côtés. Parmi eux, plusieurs membres du Comité Central. Je ne les lirai pas toutes, étant obligé, à cette heure, de faire un tri parmi elles.

Je veux simplement vous dire que Paul Ramadier, Pierre Mendès-France, Edouard Depreux m'ont demandé de les excuser.

Je ferai le même tri arbitraire parmi les présents, pour saluer ici Paul-Boncour, Jules Moch et Marius Moutet. De même, si Mme Ernesta Campolonghi, Présidente de la Ligue Italienne, n'a pu venir, nous avons ici la présence de M. Fernando Valera, ministre d'Etat du Gouvernement républicain espagnol.

Enfin, je viens de recevoir le télégramme suivant :

« Regrette ne pouvoir assister cérémonie Ligue des Droits de l'Homme commémorant disparition Président Emile Kahn, connu pour son attachement respect droits de l'Homme et peuples opprimés. Evoque aussi souvenir Victor Basch, l'ayant connu moments difficiles évolution peuple algérien. »

Signé : MESSALI HADJ.

Ainsi que je vous l'ai dit au début, nous allons maintenant entendre le premier mouvement de la V^e Symphonie de Beethoven.

* * *

Avec l'audition de ce disque, prend fin cette émouvante cérémonie.

BUREAU DE LA LIGUE

renouvelé dans la séance du Comité Central, le 19 janvier 1959

Président d'honneur : Dr Sicard de PLAUZOLLES

Président : Daniel MAYER

Vice-Présidents : Mme Georgette CHAPELAIN

Mme Suzanne COLLETTE-KAHN

Georges BORIS

René GEORGES-ETIENNE

Georges GOMBAULT

Vice-Président honoraire : M^e Maurice HERSANT

Secrétaire général : Pierre COUTEAU

Trésorier général : Louis PANSARD